

L'Alliance écologique et sociale appelle à renforcer la mobilisation contre l'A69 (4-6 juillet TurboTeuf)

L'AES (Alliance écologique et sociale) dénonce les coups de force de ces dernières semaines pour relancer le chantier de l'autoroute A69 et appelle la justice à s'emparer des plaintes déposées depuis plus d'un an.

Le 25 juin dernier, la Commission Mixte Paritaire (CMP) du Parlement, constituée de 7 députés et 7 sénateurs a adopté la proposition de « loi de validation » relative à l'autoroute A69 Castres-Toulouse.

Sur la forme, nous dénonçons le déni démocratique que constitue cette situation. En votant une motion de rejet à leur propre proposition de loi, les partisans du texte ont détourné la procédure constitutionnelle pour contourner le débat à l'Assemblée nationale. C'est un grave dévoiement des procédures démocratiques qui a été mis en œuvre au mépris des urgences sociales et écologiques. Nous le signalons et le condamnons fermement.

Sur le fond, ce texte est présenté comme une validation par la Loi des autorisations environnementales qui avaient été jugées illégales par le Tribunal Administratif (TA) de Toulouse le 27 février 2025 pour absence de Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur (RIIPM) de cette autoroute.

Ce faisant, le pouvoir législatif conteste une décision de Justice, ce qui remet de fait en cause la séparation démocratique des pouvoirs constitutive des fondements de la République et inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme depuis 1789.

De plus, ce texte atteint gravement à d'autres principes constitutionnels fondamentaux inscrits dans la Charte de l'Environnement, partie intégrante du bloc de constitutionnalité depuis 2005 : le droit de vivre dans un environnement sain et équilibré, le principe de prévention ou bien encore celui d'être informé sincèrement de tout projet atteignant à l'environnement et donc à notre avenir collectif.

Avec cette proposition de loi, le législateur prétend donc désormais « valider » des contre-vérités et modifier la réalité matérielle objective et scientifique des choses – comme la RIIPM pour l'A69 qui dénonçait à tort le décrochage démographique du Sud Tarn – tout en remettant frontalement en cause l'État de droit démocratique !

Ce même 25 juin 2025, des pro A69 ont vandalisé les abords de maisons et terrains d'habitant·es et d'agriculteur·ices du territoire opposés à ce projet d'A69, en affichant en outre leurs noms sur la voie publique avec des panneaux dessinant des cibles.

Ces méthodes de délation et d'intimidation proférées par des pro A69 directement encouragées par les prises de positions de politiques en faveur de cette autoroute pourtant jugée illégale sont totalement inacceptables. Elles s'inscrivent depuis septembre 2024 dans des pratiques miliciennes répétées de violences à l'égard des défenseurs de l'environnement et du foncier agricole.

Nous exprimons notre entier soutien à toutes les personnes ciblées ainsi qu'à toutes les personnes et organisations mobilisées contre cette autoroute A69 illégale. Nous soutenons leurs actions en justice, et demandons également à celle-ci de relaxer l'ensemble des militant·es engagé·es dans cette mobilisation.

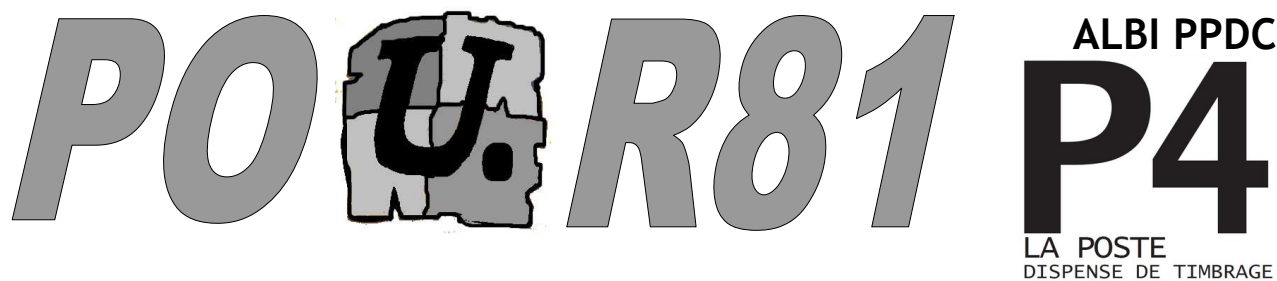
Différentes plaintes avec constitutions de parties civiles ont été déposées depuis plus d'un an maintenant vis-à-vis de faits qui apparaissent comme des délits de « *destructions de biodiversité en bande organisée* », des « *prises illégales d'intérêt* » concernant les choix du tracé de l'autoroute, ou bien encore des « *faux et usages de faux masquant un risque aggravé d'inondation* » de cette autoroute mettant en danger la vie d'autrui. Des signalements au Parquet National Financier (PNF) sont également en attente.

Nous demandons à la Justice que les délinquants en cols blancs qui ont conduit à cette autoroute illégale, tant dans son montage technique et financier que dans la mise en œuvre de son chantier soient entendus dans les meilleurs délais et poursuivis pour les infractions commises.

Face aux illégalités, aux mises en demeure, aux flagrants délits, l'A69 doit être stoppée comme la justice l'a décidé !

Des solutions alternatives, et notamment les améliorations simples du train et des transports en commun, doivent être mises en œuvre.

Plus que jamais, nous disons « Stop à l'A69 et son monde, une autre voie est possible » ! Soyons nombreux·ses du 4 au 6 juillet dans le Tarn pour l'exprimer ! No macadam !



ENSEIGNEMENT, EDUCATION, RECHERCHE, CULTURE, FORMATION, INSERTION
Bulletin départemental de la Fédération Syndicale Unitaire du Tarn

N°145
Juin 2025

Paix, Pain, Libertés !

POUR 81 - FSU
201 rue de Jarlard - 81000 ALBI

Déposé le 30/06/2025

L'année scolaire se termine dans un contexte dangereux et inquiétant :

- Crise internationale du capitalisme et rivalités entre blocs impérialistes aboutissant à la généralisation des guerres, au bourrage de crâne et au réarmement global. Comme l'expliquait Jaurès : le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.
- Montée et promotion de l'extrême-droite soutenue par les grands intérêts économiques et qui, comme durant les années 30, s'accommodent parfaitement du fascisme qui défend leurs intérêts.
- Aggravation brutale et rapide des conditions de vie et de travail en France, en Europe et dans le monde

- Attaques tous azimuts contre les droits et libertés, notamment d'expression, de manifestation, de grèves et d'action syndicale ou de solidarité avec la Palestine
- Destruction accélérée de l'environnement

Dans ce monde où nous subissons tous et toutes les conséquences dramatiques de l'agonie d'un capitalisme en fin de course, le syndicalisme de lutte des classes ou de transformation sociale doit être à la hauteur des enjeux multiples qui concernent directement les intérêts vitaux des peuples travailleurs.

Il faut bien sûr lutter pieds à pieds pour s'opposer dans les usines, les ateliers, dans les services et aux attaques permanentes du patronat et du gouvernement aux ordres des grands intérêts financiers. Mais les syndicats que les travailleurs et travailleuses se donnent pour résister ne peuvent en rester là sauf à toujours manœuvrer en défensive et à laisser le champ libre au pouvoir pour poursuivre ces attaques. Pour appuyer les justes revendications et les luttes en bas, le syndicalisme doit dans le même temps poser la question du pouvoir et du changement de société afin de mettre économie et pouvoir hors du contrôle du Capital. Pour reprendre en main nos destins, nous devons destituer cet ordre social qui nous condamne, toutes et tous, au prix permanent du sang et des larmes pour le seul intérêt d'une poignée de parasites. La réponse aux besoins (logement, alimentation, travail, énergie, santé, culture...) et l'aspiration à une démocratie totale passent bien par la conquête du pouvoir politique et le placement des grands secteurs de l'économie sous la direction des travailleurs eux-mêmes

Cette voie, celle de la transformation sociale de toute la société, est la seule qui puisse ouvrir une perspective réelle au monde du travail, écrasé par la dictature du Capital, l'inflation, la menace de la guerre, la propagande raciste et la montée de l'extrême-droite. Il y a urgence

Ni guerre, ni austérité : nous refusons de payer la crise capitaliste et rejetons les Guerres impérialistes. "Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous" pour la Paix, le Pain, les Libertés !

A 69
TurboTeuf

4, 5 et 6 juillet
Scopont



SOMMAIRE

1 :	Edito	3 :	Bâti scolaire
2 :	Pétition AESH / Retour sur le 1er mai	4 :	A 69

AESH : un vrai métier, un vrai corps de fonctionnaire !

Les AESH constituent le deuxième métier de l'Éducation nationale en nombre de personnels mais ils et elles ne sont toujours pas reconnus et leurs salaires sont toujours aussi bas.

Pourtant, l'accompagnement des élèves en situation de handicap est une mission essentielle et pérenne de l'École. C'est un véritable métier avec des compétences professionnelles spécifiques pour faire réussir les élèves et qui relève d'un véritable statut.

L'École doit être pleinement inclusive pour bâtir une société réellement inclusive, sans discrimination pour les personnes en situation de handicap.

AESH, face à l'urgence, un corps de fonctionnaire maintenant !

Avec les organisations syndicales FSU, SE-Unsa, CFDT Éducation Formations Recherche Publiques, CGT éducation, SNALC, SUD éducation je soutiens la nécessité et l'urgence à créer un corps de fonctionnaire pour les AESH.

En tant que personnel de l'Éducation nationale, parent d'élève, citoyenne ou citoyen concerné par l'inclusion des personnes en situation de handicap à l'école comme dans la société,



Je signe et je partage la pétition en me connectant sur :

<https://www.mapetition.org/AESH/>

Près de 68 000 signatures pour le moment...



1er mai : camion commun et repas festif avec nos camarades de la CGT



Canicule : les écoles, collèges et lycées en surchauffe, la rénovation du bâti scolaire public est une urgence

Quelques jours avant les vacances d'été, la France métropolitaine est frappée par une canicule dans plus de 80 départements et les écoles sont particulièrement touchées.

Déjà plus de 200 écoles ont été fermées, et des centaines de milliers d'élèves et le personnel scolaire vont subir des températures dépassant les 40 degrés dans des bâtiments inadaptés à cette nouvelle réalité climatique. Des personnels seront amenés à corriger les épreuves du brevet (DNB) mardi et mercredi, sur site. Des élèves passeront jusqu'au 4 juillet des oraux du baccalauréat : bac de français (EAF) et grand oral.

Il est impensable que l'État traite ces épisodes caniculaires comme passagers, en se bornant à donner des consignes d'adaptation épisodiques insuffisantes. L'inadaptation du bâti scolaire face au changement climatique renforce les injustices scolaires, sociales et territoriales. **Ces épisodes caniculaires devant se multiplier, il devient urgent de lancer une véritable rénovation écologique du bâti scolaire public**, pour protéger la santé et les conditions de travail des élèves et des personnels et atténuer l'empreinte écologique de l'Éducation nationale.

Dans le cadre de l'Alliance écologique et sociale (AES), Greenpeace France, FSU, Oxfam France, Sud Education, Les Amis de la Terre France, CGT Educ'Action, Confédération paysanne et Attac se sont associés pour **demandeur la rénovation des écoles et établissements scolaires publics, et exigent un véritable plan de financement et la mise en oeuvre de solutions de prévention.**

Alors que le nombre de jours de vagues de chaleur sera multiplié par 5 dans une France à +2,7 °C et par 10 dans une France à +4 °C, de vrais investissements sont stratégiques car ils permettront d'assurer la continuité et l'égalité d'accès au service public d'éducation.

Or, le plan de réhabilitation de 40 000 écoles et établissements, annoncé en septembre 2023 par Emmanuel Macron, semble avoir été sacrifié sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Le « Fonds vert », en partie fléché pour cette rénovation, subit des coupes drastiques. De nombreuses collectivités locales, à commencer par les petites et moyennes communes, n'ont pas les moyens de financer la rénovation d'un parc scolaire vieillissant et parfois vétuste. Plusieurs rapports parlementaires et administratifs annoncent des besoins de financement à hauteur de 40 ou 50 milliards d'euros en dix ans, en supplément des subventions de l'État annuellement accordées aux collectivités.

Protections solaires, isolation, ventilation mécanique, végétalisation, peinture blanche à effet Albédo... Outre les solutions sur le long terme, des solutions d'urgence existent, et permettraient de diminuer parfois de plus de 5°C les températures dans les classes. Elles sont encore insuffisamment mises en oeuvre dans les bâtiments scolaires et **aucun dispositif de diagnostic d'adaptation des établissements scolaires face au changement climatique n'est à ce jour disponible.**

La semaine dernière, les organisations se sont rassemblées devant la Direction des services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Essonne, Boulevard de France, à Evry-Courcouronnes à pour appeler à une réelle rénovation du bâti scolaire et faire entendre les témoignages du terrain sur les conditions de travail et d'étude de nombreux établissements.



Site internet de la FSU 81

Pour connaître toute l'actualité de la FSU, nous vous invitons à consulter régulièrement le site départemental de la FSU 81 où vous trouverez : compte-rendu d'instances (Carte scolaire, formation spécialisée), communiqués nationaux, luttes locales et nationales, dossiers thématiques...

Joindre la FSU du Tarn

201 rue de Jarlard
81000 Albi

Téléphone : 05 63 38 44 34

Email : fsu81@fsu.fr

Site : sd81.fsu.fr

La FSU nationale

Site Internet :
www.fsu.fr

POUR 81 - Bimestriel -
Prix : 1 euro -
FSU - 201 rue de Jarlard
81000 ALBI
Directeur de publication :
Benoit Foucambert
CPPAP 1126 S 07704
ISSN n° 0299-6405
Imprimé par nos soins.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du Tarn. Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à FSU 81 ou à votre syndicat